

Octobre 2016 – Signature du CETA

Contenu du CETA

- Baisse des droits de douane sur les produits agricoles, les produits de la mer, les métaux, l'automobile et les produits manufacturés
- Hausse des quotas d'importations agricoles
 × 16 × 13 + 37%
- 30% des marchés publics Canadien ouverts aux entreprises européennes contre 10% auparavant
- Dynamiser les investissements mutuels

Source : Le Monde, Tout comprendre au CETA traité transatlantique entre l'UE et le Canada, octobre 2016

Septembre 2017 – Rapport « L'impact du CETA sur l'environnement, le climat et la santé » Commission indépendante

Le 17 Juillet, votez NON à la ratification du CETA

Juin 2019 – Projet de Loi de ratification de CETA en France

Contenu de l'empreinte carbone en France

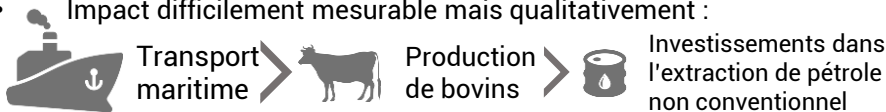
En MtCO2e/an



Source : Haut Conseil pour le Climat, Agir en cohérence avec les ambitions, juin 2019

Impact Climat du CETA

- 1 seule référence au climat : Les Parties collaboreront pour respecter les accords multilatéraux liés au climat MAIS :
 - Pas d'engagement contraignant
 - L'Accord de Paris ne fait pas référence aux échanges internationaux pourtant responsables de 37% de l'empreinte carbone totale de la France
- Risque de non prévalence des décisions politiques en matière de climat sur les intérêts commerciaux privés
- Impact difficilement mesurable mais qualitativement :



De manière générale, le commerce international et le Climat ne sont compatibles que dans un contexte de forte valeur du carbone ce qui n'est pas le cas malgré de nombreux efforts.

Source : Rapport au Premier Ministre « L'impact de l'Accord Économique et Commercial Global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA) sur l'environnement, le climat et la santé », septembre 2017

Les derniers engagements environnementaux

9 actions peu concrètes (rien sur les points mentionnés plus haut) :

- « Promouvoir des stratégies »
- « Encourager »
- « Promouvoir les enjeux »
- « Réduire les émissions » Oui mais comment ?
- « Travailler ensemble sur »

Source : Projet de loi NOR : EAEJ1916682L, juin 2019



Désinvestissement dans l'agriculture Française



Augmentation du transport maritime



Augmentation de la consommation de bovins



Non garantie de la prévalence des intérêts environnementaux